

### L'AMPLEUR DE L'ENDETTEMENT

---

Le montant total des prêts accordés par les banques commerciales, les gouvernements créanciers et leurs organismes ainsi que les institutions financières internationales est aujourd'hui estimé à 1 billion de dollars. Mais la moitié seulement des pays du Tiers monde, soit 67, éprouvent des difficultés de remboursement. En 1986, leur dette totale s'élevait à 566 milliards de dollars. Mis à part le fait que ces sommes mettent durement à l'épreuve le système financier international, l'aspect le plus inquiétant est en fait l'augmentation constante de cette dette d'année en année, alors que la capacité des pays débiteurs à rembourser va dans bien des cas en diminuant.

Avant d'analyser l'ampleur du « problème » de l'endettement, il importe de signaler certains facteurs qui rendent toute comparaison difficile. Il faut surtout garder à l'esprit le fait que chacun des intervenants (institution ou gouvernement) fonde ses statistiques sur des groupes de pays différents, selon la question qu'il veut mettre en lumière. Le FMI recueille des statistiques sur 57 pays emprunteurs « problématiques » du Tiers monde et, de l'avis général, ces données sont considérées comme étant les plus complètes. En 1985, le Trésor américain dressait une liste de 15 pays, aujourd'hui 17, qui regroupe surtout les pays les plus lourdement endettés envers les banques commerciales américaines, mais aussi un petit nombre de pays comme la Côte-d'Ivoire et le Nigéria, ajoutés, selon certains témoins pour des raisons « politiques » bien plus qu'à cause de leurs dettes à l'égard des États-Unis. De son côté, l'inspecteur général des banques du Canada considérait en 1984 qu'il y avait au total 32 pays débiteurs en développement pour lesquels il demandait aux banques commerciales canadiennes de constituer des réserves sous forme de provisions générales. En 1986, le nombre de pays a été légèrement modifié, passant à 34.

Par ailleurs, il est difficile de cerner avec précision la notion de dette extérieure. L'aide publique au développement et les prêts consentis par les banques commerciales des pays de l'OCDE sont deux des principales formes de dette. Mais la plupart des subventions à l'exportation versées par les organismes gouvernementaux entrent, elles aussi, dans le calcul de la dette. Par contre, on ne tient pas habituellement compte des crédits consentis par les fournisseurs pour des périodes inférieures à un an; ces montants ne sont assimilés à la dette que si leur échéance est reportée au-delà d'un an dans le cadre d'un accord de rééchelonnement. Et dans quelle catégorie classer les lignes de crédit approuvées, mais non utilisées? Il est difficile de le dire, pour des raisons évidentes. Le FMI, dont les prêts sont consentis à court terme, n'inclut pas ses propres engagements dans les